

FO DGFIP TARN

Déclaration Liminaire-Comité Technique Local du 24 NOVEMBRE 2020

Monsieur le Président,

Le comité technique de ce jour est consacré au Nouveau Réseau de Proximité (NRP) pour lequel vous demandez notre avis sur sa phase de présentation immobilière et organisationnelle pour les opérations 2021.

C'est un comble de demander un avis aux organisations syndicales sur une réforme qui va imposer la liquidation du réseau au pas de charge et dont nous demandons l'abandon depuis presque 18 mois !

Et malgré tout, nous sommes présents et FO votera contre ces projets, mais nous sommes aussi présents pour défendre les conditions de travail des collègues touchés par ces restructurations.

Nous revenons donc un an en arrière, comme si de rien n'était ou qu'une crise sanitaire majeure affectant tout le pays et les services de la DGFIP n'avait pas existé et était terminée !

Dans le Tarn comme ailleurs, la propagande menée par la direction vise à faire passer une fermeture plus ou moins généralisée de nos services pour une augmentation des points d'implantation en présentant des accueils dits de proximité comme des sites DGFIP de plein exercice !

D'ailleurs, vous avez pris le temps de rencontrer tous les élus locaux concernés par les restructurations de nos services pour leur présenter ce nouveau schéma DGFIP relayant ainsi la parole ministérielle.

Mais devinent-ils que la vraie nature du NRP n'est que le prétexte à une industrialisation des tâches uniquement guidée par une logique d'économies, avec bien entendu des suppressions d'emplois sans la moindre considération pour les agents de la DGFIP, les usagers et les collectivités ?

Vous allez certainement nous répondre que les Espaces France Service viendront apporter tout le soutien nécessaire aux agents qui assureront les permanences, alors que ce ne seront que des points de contact livrés à des interlocuteurs qui ne maîtrisent pas la chaîne de nos métiers.

Ce sont toutes les trésoreries du département qui seront supprimées à l'issue de la réforme... et remplacées par seulement 3 services dits de gestion comptable (SGC) qui devront reprendre la mission de gestion publique attribuée actuellement à l'ensemble des trésoreries.

Les restructurations/regroupements de SIP (en 2022 pour notre département) sont le prélude à une braderie générale prochaine des missions, avec une volonté de plus en plus manifeste de reléguer l'accueil des usagers vers les plateformes téléphoniques, les e-contacts ou le site impôts.gouv sans oublier aussi le paiement en numéraire ou carte bancaire chez les buralistes.

Ce NRP dicté par des impératifs budgétaires est porteur de lourdes conséquences pour le maillage territorial, l'exercice des missions, l'organisation des services et les conditions de travail des personnels.

L'annonce de plus de 2100 suppressions d'ETP aux Finances dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2021 confirme que notre laminage constitue toujours une priorité pour l'exécutif.

Voilà donc la DGFIP de demain issue NRP, nouveau réseau de proximité...ou plutôt une évolution de nos services vers un niveau « zéro de proximité ».

Et ce ne sont pas les plates-formes d'accueil téléphonique ou les e-contacts qui arrangeront la proximité lorsqu'on voit déjà les boîtes mails des SIP exploser ou les centres de contact injoignables car surchargés d'appels pour des raisons évidentes liées aux nombreuses suppressions d'emplois supportées depuis de nombreuses années.

Est-ce que les difficultés financières des usagers pour payer leurs impôts ou pour effectuer d'autres démarches peuvent être résolues uniquement par le site impots.gouv.fr, par mail ou lors d'accueil téléphonique?

Il est clair que la situation difficile de nos accueils est liée également à cette problématique des usagers dépourvus de moyens et d'informations.

Et qui peut dire que le site impots.gouv.fr est très lisible pour comprendre toutes les subtilités fiscales liées par exemple au prélèvement à la source ?

Le NRP n'est pas adapté à nos services DGFIP. Le plus souvent les citoyens sont demandeurs d'un vrai contact humain de proximité de nos services comptables et financiers.

Par ailleurs, vous allez déplacer des agents après avoir pris leur attache à travers des visites RH de « communication pour rassurer ».

Mais dans les faits, leur mobilité ne se fera que par obligation et les primes de restructuration ne feront pas illusion dans la durée au regard des contraintes que vous ferez porter aux uns et aux autres.

La situation des services est déjà assez compliquée du fait du dogme intolérable de réduction des effectifs systématique au titre de l'exemplarité imposée à la DGFIP depuis de trop nombreuses années : si vous ajoutez une désorganisation supplémentaire avec ce NRP et les relocalisations, vous conduirez nos services dans le mur.

Pour en venir à la création du métier de Conseiller aux décideurs locaux (CDL), il est évident que les CDL seront pris entre, d'un côté, des SGC aux tâches industrialisées, et de l'autre des collectivités appelées à apprécier la qualité du conseil.

Nous l'avons écrit à maintes reprises, le NRP qui vise à supprimer 1000 centres des finances publiques n'est qu'un prétexte à un traitement de masse des tâches dans les SIP, SIE regroupés et dans les SGC nouvellement créés à la place des trésoreries.

84 % des agents de la DGFIP estiment que la DGFIP va dans la mauvaise direction, et beaucoup sont de plus en plus démotivés face à l'avenir de la DGFIP.

FO DGFIP n'est pas contre la modernisation de nos services, mais elle peut se faire dans une logique de service public en renforçant aussi nos missions et en stoppant enfin les suppressions d'emplois (plus de 40 000 depuis 2002!!).

Nous revendiquons une DGFIP forte pour tous les agents et notamment pour les nouveaux collègues qui arrivent dans un contexte pour le moins troublé.

Pour les organisations syndicales des Finances Publiques du Tarn, il faut sauvegarder et revitaliser le réseau des trésoreries, les services des impôts des particuliers, les services des impôts des entreprises dont les missions sont systématiquement sabordées depuis des années.

Un vrai service public de proximité est la seule garantie d'un égal accès à tous les citoyens !